

PREFECTURE DE LA LOIRE

**DIRECTION DES ACTIONS
INTERMINISTÉRIELLES
ET EUROPÉENNES**

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Affaire suivie par Odile PRACCA :
Téléphone 04.77.48.48.95 :
Courriel : odile.pracca@loire.pref.gouv.fr

Dossier n° : 88/6313

Le Préfet de la Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite



*Copies DEN
JDD*

*S3
Fait*

Arrêté n° 2008/0854

VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article L 514-1 ;

VU l'arrêté d'autorisation du 5 février 1988 réglementant les activités exercées par la S.A. FORGES DE LA BECQUE dans ses installations sises SAINT-CYPRIEN - Zone Industrielle - L'Homey ;

VU le jugement du 22 janvier 2003 du Tribunal de Grande Instance de Montbrison prononçant la mise en liquidation judiciaire de l'entreprise et nommant Maître SCARFOGLIERO en qualité de liquidateur ;

VU l'arrêté du 5 mars 2003 mettant en demeure Maître SCARFOGLIERO de fournir, dans le délai d'un mois, le dossier de cessation d'activité prévu à l'article R 512-74 du code de l'environnement, relatif à la remise en état du site ;

VU les résultats de l'étude de sol référence TEC.05.088.TERR.RA.004.1 du 11 avril 2006 réalisée par le bureau TEROO pour le compte de la communauté d'agglomération Loire Forez, dans le cadre d'un projet d'acquisition du site ;

VU le rapport de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 4 juillet 2008, établi à la suite d'une visite d'inspection du 19 juin 2008 ;

CONSIDERANT que Maître SCARFOGLIERO n'a pas fourni le dossier prévu à l'article R 512-74 du code de l'environnement, relatif à la remise en état du site ;

CONSIDERANT qu'aucune activité n'a été exercée sur le site depuis plus de 2 ans et que dès lors l'autorisation a cessé de produire effet ;

CONSIDERANT que l'évacuation des déchets n'a pas entièrement été effectuée, que des produits dangereux sont présents sur le site sans précaution particulière, alors même que l'accès au site n'est pas sécurisé ;

CONSIDERANT que le site présente des dangers et inconvénients portant atteinte aux intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

CONSIDERANT que dans ces conditions, il apparaît nécessaire de prescrire immédiatement la mise en sécurité du site, l'évacuation des déchets dangereux, le traitement des sols pollués, la mise en place d'une surveillance en vue de protéger les intérêts susvisés ;

SUR PROPOSITION de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Maître SCARFOGLIERO, mandataire liquidateur de la S.A. FORGES DE LA BECQUE, est mis en demeure de respecter les dispositions de l'article R 512-74 du code de l'environnement, relatif à la remise en état du site, pour les installations exploitées à SAINT-CYPRIEN, Zone Industrielle - L'Horney, à savoir:

- évacuer ou éliminer les produits dangereux présents sur le site, **sous un délai de 8 jours**
- interdire ou limiter l'accès au site, **sous un délai de 8 jours**
- supprimer les risques d'incendie et d'explosion, **sous un délai de 8 jours**
- surveiller les effets de l'installation sur son environnement, **sous un délai d'un mois**
- placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement, **sous un délai de 3 mois**

ARTICLE 2 : Faute pour le liquidateur de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du Code de l'Environnement susvisé.

ARTICLE : En application de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement susvisé, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE : M. le Sous-Préfet de MONTBRISON, Monsieur le maire de SAINT-CYPRIEN et M. l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie, où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Étienne, le **23 JUIL. 2008**

Pour le Préfet
et par délégation
Le Sous-Préfet, *D. Bouchaillat* Cabinet

Laurent BUCHAILLAT